

Bulletin du FMI

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Afrique : les acquis de la réforme sont menacés

Maureen Burke

Département des relations extérieures du FMI

6 février 2009

- En 2009 l'Afrique sera durement touchée par le ralentissement de la conjoncture mondiale
- Face à la crise, le continent doit préserver les acquis des dernières années
- La reprise doit passer par le soutien des donateurs et par des politiques avisées

En 2009 la croissance du continent devrait accuser un net repli et se situer à 3¼ %, conséquence de la dégradation de la conjoncture mondiale. Selon Mme Antoinette Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI, pour sombre que soit la situation, les perspectives devraient s'éclaircir une fois que s'amorcera la reprise mondiale.

Lors d'un entretien accordé au Bulletin en ligne dans la perspective de la [conférence](#) qui se tiendra le mois prochain à Dar es Salam, en Tanzanie, Mme Sayeh a souligné que face aux retombées de la crise les pays devaient s'efforcer de maintenir leur endettement à un niveau gérable. La conférence de Dar es Salam, organisée conjointement par le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Kikwete, et le Directeur général du FMI, M. Strauss Kahn, vise à tirer les enseignements des réussites enregistrées par l'Afrique durant la dernière décennie et à débattre des stratégies qui permettront de surmonter la crise économique mondiale.

Le Bulletin en ligne : En quoi le ralentissement de la conjoncture mondiale touche-t-il l'Afrique ?

Mme Sayeh : Ce ralentissement a de graves retombées sur le continent. Alors que la croissance se situait à 5¼ % en 2008, nous tablons désormais sur un taux de 3¼ % pour 2009. Ce repli s'explique par la chute des cours des matières premières qui constituent une part substantielle des exportations africaines, et de manière plus générale par le tassement de la demande mondiale. Durant les mois à venir ces retombées risquent d'ailleurs de s'aggraver.

Le Bulletin en ligne : Pourriez-vous donner quelques exemples concrets ?

Mme Sayeh : Les pays exportateurs de pétrole sont les plus touchés tant il est vrai qu'ils dépendent d'une matière première dont le cours a chuté de plus de 60 % ces derniers mois. Alors qu'hier encore ils affichaient de considérables excédents budgétaires, aujourd'hui certains d'entre eux deviennent gravement déficitaires. Certes, les pays importateurs de pétrole vont profiter du repli des cours, mais beaucoup d'entre eux sont aussi des exportateurs d'autres produits de base, comme le coton, le café ou le cacao, dont le prix a également dégringolé ces derniers mois. La situation est donc mitigée.

Le Bulletin en ligne : Quelle devrait être la riposte de l’Afrique et de ses partenaires ?

Mme Sayeh : Le désendettement de l’Afrique est l’un des acquis les plus importants de ces dernières années, un acquis qu’il faut préserver à l’heure où les pays africains s’efforcent d’amortir le choc de la crise. Certains disposent sans doute de la marge de manœuvre budgétaire pour un plan de relance. Ceux qui ont déjà assaini leurs finances publiques et sont faiblement endettés peuvent mobiliser davantage de ressources budgétaires pour atténuer la contraction de la demande privée. En revanche, les pays lourdement endettés ne devraient pas envisager une relance budgétaire. Elle risquerait d’attiser l’inflation et d’accroître les tensions sur leur monnaie et, partant, de menacer encore plus leurs perspectives de croissance.

Les donateurs doivent honorer l’engagement qu’ils ont pris à Gleneagles de doubler le niveau de l’aide fournie à l’Afrique ; cela revêt une importance cruciale. Nous le savons, la conjoncture est difficile pour les pays donateurs, eux-mêmes aux prises avec leurs propres plans de relance et contraints d’opérer d’autres arbitrages budgétaires. Mais l’aide représente une part tellement faible de leurs budgets que nous pensons qu’ils peuvent à la fois préserver les niveaux d’assistance et répondre à leurs propres besoins intérieurs.

Le Bulletin en ligne : Que peut faire le FMI pour aider l’Afrique ?

Mme Sayeh : Le FMI a considérablement accru son aide à plusieurs pays africains touchés par la crise énergétique et alimentaire de l’an dernier. En septembre il s’est doté d’un nouvel instrument de financement pour aider les pays africains et les autres pays à faible revenu victimes de chocs exogènes. Nous avons ainsi intensifié nos concours auprès de quatre pays africains, dont l’Éthiopie dernièrement. Autrement dit, le FMI dispose désormais de la souplesse qui lui permet de réagir plus rapidement, et avec une conditionnalité allégée, aux demandes urgentes de financement.

Nous redoublons aussi d’efforts sur le front de l’assistance technique pour aider l’Afrique à renforcer les capacités qui lui permettront d’entretenir une croissance à moyen terme. L’assistance technique a été un atout indéniable des progrès enregistrés par certains pays africains durant ces deux dernières décennies et le FMI a été un partenaire essentiel dans cette entreprise.

Le Bulletin en ligne : Comment situer la conférence de Dar es Salam dans l’action plus globale que mène le FMI pour aider les pays africains à surmonter la crise ?

Mme Sayeh : Le FMI et le gouvernement tanzanien organisent conjointement au début du mois de mars une conférence qui rassemblera des dirigeants d’Afrique et d’autres continents et des représentants de la société civile et du secteur privé pour dresser un bilan des réussites engrangées par l’Afrique et en tirer les enseignements.

La conférence vise à dégager trois grands axes de réflexion. Premièrement, quels enseignements pouvons-nous tirer des réussites de la réforme en Afrique ? Deuxièmement, quel est l’impact de la crise sur le continent, et comment maintenir le cap du progrès ? Et enfin, comment renforcer davantage le solide partenariat que le FMI a forgé avec l’Afrique au fil des ans. En quoi notre démarche peut-elle changer ? Que faire pour mieux répondre

aux priorités définies par les pays et pour être plus à l'écoute de la société civile et des autres grands acteurs afin d'entretenir les importants progrès de ces dernières années ?

Le Bulletin en ligne : La flambée des prix des denrées alimentaires à fortement aggravé la malnutrition dans le monde entier. Que peuvent faire les gouvernements pour protéger les couches de population les plus pauvres ?

Mme Sayeh : L'an dernier les gouvernements africains ont pris un certain nombre de mesures temporaires pour contribuer à amortir l'impact du renchérissement des aliments sur les plus pauvres. Ils ont notamment réduit les tarifs à l'importation sur les principales matières premières alimentaires et veillé à la stabilité des prix de ces produits. Bien entendu, ces initiatives ont un coût budgétaire, mais nous avons reconnu avec les gouvernements qu'il fallait protéger les pauvres en agissant, à titre temporaire, pour réduire les coûts des produits essentiels. La Banque mondiale et d'autres partenaires ont contribué à financer les mesures destinées à atténuer l'impact du renchérissement des produits alimentaires.

Il est possible de faire plus en opérant un meilleur ciblage et en veillant à ne pas dilapider les ressources. L'objectif est d'atténuer l'impact sur les ménages les plus pauvres, en faisant en sorte que les autres ménages qui en ont les moyens payent, eux, les prix plus élevés, de manière à protéger des ressources limitées et à continuer à investir dans l'éducation, la santé et l'infrastructure.

Le Bulletin en ligne : Que peut faire l'Afrique pour renouer avec une forte croissance et relever les niveaux de vie ?

Mme Sayeh : Les pays africains doivent tenir le cap des réformes, certes difficiles et ambitieuses, mais qui ont déjà porté leurs fruits ces deux dernières décennies. Les concours des bailleurs de fonds sont importants, au même titre que la mise en œuvre des politiques appropriées. Une fois que la crise se sera dissipée, il faudra faire revenir les investisseurs étrangers en Afrique. Pour sombre que soit la conjoncture actuelle, les perspectives sont encourageantes pour les pays africains. Leur situation est aujourd'hui plus solide qu'elle ne l'a été pendant longtemps. Il importe de les aider à traverser la tempête, de sorte que, lorsque les eaux se seront calmées, ils soient mieux à même d'entretenir la croissance et de veiller à ce qu'elle se traduise par une amélioration des niveaux de vie.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI en ligne* sur www.imf.org/imfsurvey